

tion. Tous les honorables sénateurs présents se rappellent que ce genre de discussion a presque toujours prévalu dans la province de Québec. Celui qui a le plus péché sous ce rapport-là, est le premier ministre lui-même. Je demanderai aux honorables sénateurs, même à ceux qui peuvent différer d'opinion avec moi, s'il n'est pas vrai que le premier ministre du Canada peut compter sur la majorité solide des députés de sa province locale, une majorité qui dépasse sa majorité au Parlement et qu'il a cultivée depuis qu'il est entré dans la vie publique jusqu'à présent en poussant à tout propos le cri nationaliste. Le premier ministre n'occuperait pas le poste qu'il occupe aujourd'hui s'il n'avait pas cultivé, à un haut degré, ce à quoi objectaient si fortement les honorables sénateurs d'Halifax (l'honorable M. Roche) et d'Ottawa (l'honorable M. Belcourt). Mais c'est le même chef qui, en 1885, à son siège de la Chambre des communes, pendant que la milice se battait dans les plaines du Nord-Ouest, a dit que s'il avait été sur les bords de la Saskatchewan avec les métis il aurait épaulé le mousquet et se serait battu à leurs côtés, bien que deux ou trois régiments de sa province combattissent pour maîtriser cette rébellion. N'est-ce pas le même honorable monsieur qui, avant la guerre sud-africaine, proclamait que pas un homme, pas un dollar ne seraient envoyés du Canada pour aider les troupes impériales en danger. Cependant nous entendons d'honorables sénateurs de la gauche accuser des membres de leur parti, qui approuvent le cri national dans Québec, relativement à la dernière élection, de manquer de loyauté à l'égard des institutions anglaises. J'ai remarqué dans les journaux de Québec, dont j'ai découpé des extraits, le cri du parti libéral dans la dernière campagne électorale. Je citerai le "Montreal Witness" qui est un organe du Gouvernement ..

Le très honorable sir RICHARD CARTWRIGHT: Légèrement.

L'honorable M. LOUGHEED:—qui a toujours sympathisé avec le parti libéral et a fait des luttes en sa faveur, malgré l'indépendance qu'il montre sur d'autres questions. M. Perrault, le candidat du Gouvernement dans Drummond-et-Arthabaska, le

porte-paroles du Gouvernement, en briguant les suffrages de la population de cette circonscription, a dit:

Notre flotte n'est pas et ne sera jamais impériale; c'est un pas de fait vers l'indépendance.

Un autre candidat, un membre de la chambre provinciale de Québec, a déclaré ceci: "C'est un pas vers l'indépendance, car il n'y a qu'une nation qui peut avoir une flotte".

Quoi qu'il en soit, je me demande contre qui est portée cette accusation de déloyauté? Je me demande s'il est plus déloyal pour le parti nationaliste de la province de Québec, représenté par M. Bourassa et ses amis, d'avoir prétendu fortement que le bill de la marine aurait dû être soumis au peuple du Canada, que l'autonomie des provinces du Canada devait être maintenue dans son intégrité, est-il plus déloyal pour eux qu'il est pour les amis du Gouvernement d'exposer au peuple de Québec que le Gouvernement, en établissant une marine, a fait le premier pas pour briser les liens qui unissent le Dominion à la mère patrie? Dans ce pays, où toute discussion est libre, on ne devrait pas porter l'accusation de déloyauté contre ceux qui prétendent que l'autonomie actuelle devrait être maintenue pas plus qu'on ne devrait accuser le petit Englander d'être déloyal à l'empire. Il y a eu un temps où Bright, Cobden et Gladstone ont demandé fortement la rupture des liens unissant les colonies, particulièrement le Dominion du Canada. Il est avéré, et l'on peut constater la chose dans les mémoires de feu Goldwin Smith, qu'au temps de la guerre civile aux Etats-Unis, Bright et Gladstone ont proposé cela pour s'attirer la sympathie des Etats-Unis, ont proposé, dis-je, pour avoir la paix, que le Canada fût détaché de la Grande-Bretagne et cédé à la république américaine. Pourrait-on songer un instant que Bright et Gladstone étaient nécessairement déloyaux ou que, comme citoyens anglais, ils avaient moins le droit d'être respectés par l'école du pays auquel ils appartenaient? Etait-il moins déloyal pour ces hommes de prendre cette position relativement à la rupture de l'empire que pour M. Bourassa et ses amis de dire dans la province de Québec: "Nous sommes satisfaits de l'état de choses actuel,